

L'empire russe et le nationalisme hégémonique.

Avant de nous interroger sur l'empire russe, il nous faut revenir sur le concept, qui parfois obscurcit le débat davantage qu'il ne l'éclaircit. L'empire comme forme politique ne doit pas être confondu avec la notion « d'impérialisme », qui renvoie à une politique et dont la charge polémique est forte.

On peut distinguer trois manifestations de l'empire : comme lieu d'exercice du souverain, l'empereur, comme un territoire, ou comme un projet¹.

Ainsi avance-t-on que l'empire est le territoire de l'empereur : c'est à Pierre le Grand que l'on doit ce qualificatif dans le cas, qu'il a revendiqué en 1721. C'était auparavant le terme de '*tsar*' qui était employé depuis 1547, faisant déjà référence au « César » romain ; le dénominateur « tsar de toutes les Russies » équivalait déjà au statut d'empereur. Le remplacement de ce terme par celui d' '*imperator*' est de fait un moyen de plus d'arrimer la Russie à l'Europe, puisque c'était l'objectif primordial de ce souverain qui a modernisé son pays à l'époque de Louis XIV.

L'empire renvoie également à un territoire supposé en extension continue, exerçant une autorité sur un grand espace multiculturel. Si l'on prend en compte l'expansion du territoire, celle-ci s'est accrue à un rythme de 140 km² par jour pendant les trois siècles de la dynastie Romanov. Cependant, il est notable que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le nombre d'Etats dans le monde s'est considérablement accru, la décolonisation devenant une norme acceptée (avec pour corolaire le rejet de l'accroissement du territoire par la guerre), tandis que l'URSS laissait elle-même place à 15 Etats souverains en 1991, sans parler de l'émancipation de l'Europe Centrale. Si l'on se tient à cette définition, l'absence de conquête depuis la fin du système soviétique devrait donc signifier que l'empire n'existe plus, et que nous sommes entrés dans une ère « post-impériale », étant donné que les revendications sur les pays voisins ne sont pas réellement sérieuses.

Pour autant, l'empire aujourd'hui devrait sans doute plutôt se concevoir comme un projet. Les souverains russes ont soutenu différents messianismes au cours de l'histoire, de la « Sainte Russie » à la mondialisation attendue du communisme. Dans le cadre du XXI^e siècle, le « déclin des idéologies » résonne d'un écho particulier en Russie, après environ trois quart

de siècle de régime soviétique. Néanmoins, des mouvements tentent en Russie de redonner une vision, un projet afin que Moscou puisse de nouveau avoir un rôle essentiel dans le monde, en partant d'une influence retrouvée dans son « étranger proche ». De ce point de vue, le néo-eurasisme peut se concevoir comme la rencontre entre une forme d'Etat moderne, cherchant à regagner des marges de manœuvre géopolitique face au libéralisme vécu dans les années 1990 et à la mondialisation, et le concept d'empire ainsi renouvelé.

La conception de l'empire chez les eurasistes

Afin de comprendre la Russie contemporaine, il est sans doute nécessaire de faire un détour par le mouvement eurasiste.

A l'origine, il s'agit d'un mouvement culturel de l'entre-deux-guerres, regroupant un certain nombre d'intellectuels d'horizon divers, tel le linguiste Roman Jakobson ou le prince Troubetskoï². C'est sans doute le seul mouvement original de l'émigration. Leur originalité profonde consiste à réhabiliter l'empire des Mongols, qui aurait donné sa spécificité à la Russie en la différenciant de l'influence romano-germanique, dominante au début du XXe siècle. Alors qu'au XIXe siècle, le slavophilisme et panslavisme d'une part et l'occidentalisme d'autre part ne prenait pas en compte cette dimension orientale, les eurasistes affirment que l'Eurasie est distincte de l'Asie et de l'Europe, formant un continent à part.

D'après Troubetskoï, « *les Russes ont hérité leur empire des Mongols* », puisque leur expansion jusqu'au Pacifique s'est également réalisée sur la grande plaine eurasiatique, à laquelle devait correspondre un grand Etat. Son idée du « nationalisme pan-eurasien » fonctionne sur le mode associatif : il part du postulat qu'à l'exception de la Tchétchénie, la conquête russe a été rapidement acceptée par les populations asiatiques de l'empire.

Ces analyses, tombées dans l'oubli de l'URSS de l'après-guerre, vont réapparaître sous des atours plus géopolitiques, et nourrir un nationalisme hégémonique qui se cristallise dans les années 1990.

Le nationalisme hégémonique chez les néo-eurasistes et au-delà

Lorsque Vladimir Poutine déclare le 9 mai 2005 que le démantèlement de l'URSS a été « *la plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle* », de nombreux interlocuteurs

étrangers furent frappés de surprise ; pour beaucoup l'indignation se mêlait à l'incompréhension.

En effet, alors que la fin de l'URSS s'était accompagnée d'un occidentalisme triomphant, il était difficile d'imaginer de telles déclarations au sommet du pouvoir. Sans doute s'agit-il là du regret de la perte territoriale plutôt que du système soviétique en lui-même, mais cette remarque n'explique pas tout. De fait, on sous-estime généralement le traumatisme qu'ont constitué les années 1990 pour beaucoup de Russes, qui sanctionnent l'affaiblissement durable de l'ancienne superpuissance. C'est en quelque sorte un nouveau « temps des troubles », que l'on pourrait comparer aux années 1930 pour beaucoup d'Etats européens, tant pour la crise économique profonde que pour la perte de repères et l'incertitude de l'avenir. L'hypothèse d'une « Russie de Weimar »³ refait alors surface.

Les élites post-soviétiques se laissent alors séduire par d'autres courants que l'occidentalisme, qui devient alors un synonyme d'échec national. Le succès du néo-eurasisme s'explique dans ce contexte ; il est sans doute davantage dû aux circonstances qu'à la cohérence de ce courant de pensée, qui s'avère parfois problématique. Parmi les introducteurs du néo-eurasisme, Alexandre Douguine occupe une place de choix ; il s'est revendiqué de ce mouvement très tôt, à l'instar de quelques autres figures du camp national-patriote comme Alexandre Prokhanov. Douguine a également rédigé le livre de référence de géopolitique, utilisé dans les universités militaires, *Les fondements de la géopolitique*⁴. D'abord marginal politiquement, cet intellectuel activiste passe d'une posture anti-Eltsine à une attitude nettement plus conciliante auprès de Primakov, premier ministre de 1998 à 1999, puis sous Poutine dont il fait parti des conseillers. Ses idées essaient progressivement dans le champ politique, du secrétaire général du parti communiste Ziouganov à l'ultra-nationaliste Jirinovski. On peut même voir le libéral Anatoli Tchoubaïs proposer en 2003 l'élaboration d'un « empire libéral », la Russie se donnant alors pour mission de répandre la démocratie et l'économie de marché dans l'espace post-soviétique, avec l'assentiment des Etats-Unis.

L'essor du néo-eurasisme s'accompagne de l'essor de nouveaux groupes sociaux : alors que les oligarques des années 1990 rentrent dans le rang, les *silovikis* (hommes des institutions de force) s'avèrent plus sensibles à ce discours qui prend en compte leurs préoccupations. Par ailleurs, les « politechnologues », s'ils ne sont pas des néo-eurasistes déclarés, participent au développement du « néo-conservatisme à la russe », en appelant au retour de la « grande puissance ». Le néo-eurasisme s'avère de fait convergent sur les idées de « stabilité », d'« Etat fort », de « patriotisme » et de remise en cause de « l'impérialisme américain » - termes clés des deux mandats Poutine.



Le « complexe obsidional » (ou peur de l'encerclement) a encore de beaux jours devant lui, y compris dans le cas d'une présidence Medvedev après mars 2008. Certes, le successeur désigné n'a pas appartenu aux services secrets, et appartient à l'aile « libérale » et démocrate des élites pro-Poutine ; on peut même émettre l'hypothèse que les nationalistes hégémoniques se trouveront moins exposés dans un premier temps. Toutefois, il ne faut pas tomber dans les travers de la soviétologie classique, en se concentrant uniquement sur les biographies des grands dirigeants (et l'approche culturaliste) tout en négligeant l'étude de l'appareil d'Etat, des idées et de la société. Ainsi, en matière de politique étrangère, les continuités l'emportent souvent sur les ruptures, d'autant que la redistribution de l'autorité entre Poutine et Medvedev reste à voir.

Aux Américains et aux Européens d'encourager les réformes internes en Russie sans fragiliser, comme ce fut le cas par le passé, les plus démocrates.

Florent Parmentier
Analyste-politique pour Euro-Power



¹ Voir Didier Chaudet, Florent Parmentier, Benoît Pélopidas, *L'empire au miroir. Stratégies de puissance aux Etats-Unis et en Russie*, Genève, Droz, 2007.

² Sur l'eurasisme, voir Marlène Laruelle, *L'idéologie eurasiste russe ou comment penser l'empire*, Paris, L'Harmattan, 1999.

³ Walter Laqueur, « Russian Nationalism », *Foreign Affairs*, Vol.71, n°5, hiver 1992-1993, p.49-61.

⁴ Alexandre Douguine, *Osnovy Geopolitiki*, Moscou, Arktogeja, 1997.